



SACVL

LA VILLE ÉQUILIBRÉE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

PROCEDURE ADAPTÉE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la **réhabilitation de la résidence Justin Godart sise 7 et 9 rue Justin Godart**
69004 Lyon.

Pouvoir adjudicateur : Société Anonyme de Construction de la Ville de Lyon (SACVL)

Adresse : 36, Quai Fulchiron – BP 5001 – 69245 LYON CEDEX 05

Personne responsable du marché : Olivier DUPONT – Conducteur d'opérations – Service Patrimoine

Tel : 06 42 15 93 16

E-mail : o.dupont@sacvl.fr

Procédure : Marché soumis au Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	OBJET DU MARCHE	4
1.2	TITULAIRE DE MARCHE	4
1.3	SOUS-TRAITANCE	4
1.4	DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
1.5	DUREE DU MARCHE	4
1.6	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.7	REPRESENTATION DES PARTIES	5
ARTICLE 2 -	ORDRE DE PREVALENCE DES PIECES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 -	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	6
ARTICLE 4 -	PRIX	6
4.1	VARIATION DU PRIX	6
4.2	CONTENU DES PRIX	6
4.2.1	<i>Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i>	6
4.2.2	<i>Rémunération des droits de propriété intellectuelle</i>	6
4.3	TRANCHES OPTIONNELLES	6
4.3.1	<i>Indemnités d'attente</i>	6
4.3.2	<i>Indemnité de dédit pour non exécution d'une tranche optionnelle</i>	6
ARTICLE 5 -	AVANCE	7
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REGLEMENT	7
6.1	ACOMPTES	7
6.1.1	<i>Echéancier de paiement des acomptes</i>	7
6.1.2	<i>Acompte</i>	8
6.1.3	<i>Décompte périodique</i>	8
6.2	DECOMPTÉ GENERAL, PAIEMENT FINAL, PAIEMENT PARTIEL DEFINITIF	8
6.3	DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	9
6.4	REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT	9
ARTICLE 7 -	PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE	10
ARTICLE 8 -	DELAIS - PENALITES	11
ARTICLE 9 -	MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	16
9.1	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	16
9.2	MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE SECURITE SUR LES CHANTIERS	16
9.2.1	<i>Application des principes généraux de prévention</i>	16
9.2.2	<i>Collaboration dans la phase des études</i>	16
9.2.3	<i>Mesures d'organisation générale du chantier</i>	17
ARTICLE 10 -	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION	17
10.1	ROLE DU MAITRE D'ŒUVRE	17
10.2	REGIME DES ORDRES DE SERVICES AUX TITULAIRES DES MARCHES DE TRAVAUX	17
10.3	REGISTRE DE CHANTIER	18
10.4	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	18
10.5	RECEPTION	18
ARTICLE 11 -	ENGAGEMENTS SUR LE COUT DES TRAVAUX	18
11.1	ENGAGEMENT(S)	18

11.1.1	Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel.....	18
11.1.2	Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études.....	18
11.1.3	Engagement sur le coût des contrats de travaux.....	19
11.1.4	Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études.....	19
11.1.5	Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux	20
11.2	MODIFICATION DU PROJET	20
11.3	MODIFICATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX SANS MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PROJET	21
ARTICLE 12 -	UTILISATION DES RESULTATS.....	21
12.1	DISPOSITIONS GENERALES	21
12.2	REGIME DES DROITS.....	21
12.3	CESSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BATIMENTS CONSTRUITS	22
12.4	CESSION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DANS LE CAS D'UNE SOUS-TRAITANCE	23
12.5	ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHE	23
ARTICLE 13 -	ACCEPTATION DES DOCUMENTS - ACHEVEMENT DE LA MISSION	23
13.1	DELAI D'ACCEPTATION DES DOCUMENTS	23
13.2	ACHEVEMENT DE LA MISSION	24
ARTICLE 14 -	RESILIATION DU MARCHE.....	24
14.1	RESILIATION A LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE	24
14.2	RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'OEUVRE	25
14.3	RESILIATION EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS SUR COUT DE TRAVAUX EN PHASE ETUDE	25
14.4	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	25
14.5	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	26
14.6	MODALITES DE RESILIATION DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT	26
ARTICLE 15 -	ASSURANCES	26
15.1	ASSURANCES DE RESPONSABILITE.....	26
15.1.1	Assurance de Responsabilité civile générale.....	26
15.1.2	Assurance de Responsabilité civile décennale.....	26
15.2	ASSURANCES DES TRAVAUX	28
15.2.1	Assurance Tous Risques Chantier.....	28
15.2.2	Assurance Dommages - Ouvrage.....	28
15.3	DISPOSITIONS DIVERSES	28
15.3.1	Absence ou insuffisance de garantie du titulaire.....	28
15.3.2	Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....	28
ARTICLE 16 -	CLAUSES DE REEXAMEN.....	28
16.1	REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION.....	28
16.2	REMPLACEMENT DU MANDATAIRE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION	29
ARTICLE 17 -	HIVEO	29
ARTICLE 18 -	TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES.....	30
ARTICLE 19 -	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	31

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent CCAP est un marché **de maîtrise d'œuvre complète** dont la mission est définie au CCTP et à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2172-1 du code de la commande publique, le contenu des éléments de mission du présent marché sera conforme aux dispositions de l'article L. 2431-1., ainsi qu'à celles de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le marché n'est pas alloti.

1.2 Titulaire de marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Concernant les intervenants dédiés à la mission tels que définis dans l'offre du titulaire : en cas de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations prévues par le marché, celle-ci devra immédiatement être remplacée par une personne justifiant de compétences d'un niveau équivalent, soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

1.3 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 13 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG MOE. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera après signature à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître d'ouvrage sont définies à l'article 11.4 "La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance", ci-après.

1.4 Décomposition en tranches

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle définies dans le CCTP et l'acte d'engagement.

1.5 Durée du marché

La durée du marché est définie à l'acte d'engagement.

1.6 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG MOE, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 2 - ORDRE DE PREVALENCE DES PIECES DU MARCHÉ

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles prévalent, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant, dans l'ordre ci-après :

1. **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle
2. **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
3. **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**
4. **Le programme de l'opération (PRG)**
5. **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE)** en vigueur
6. **Carnet de préconisations**
7. **Charte chantier à faibles nuisances**
8. **L'offre technique et environnementale du titulaire**
9. **Les modifications en cours d'exécution du contrat**
10. **Les normes, DTU, CCTG, avis techniques** applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres
11. **Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels** et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
12. **Documents relatifs au formalisme des factures du Maître d'œuvre et des entreprises de travaux prises dans le cadre des travaux dits « exigibles »**
13. **Les éléments de décomposition de l'offre financière.**

Par dérogation à l'article 1 du CCAG MOE, le dernier article du présent CCAP ne contient pas de liste récapitulative des articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage ne délivrera pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité.

ARTICLE 3 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : lettre recommandée avec accusé de réception postal ou courriel.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Variation du prix

Le marché est passé à prix ferme, non actualisable, par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG MOE.

4.2 Contenu des prix

4.2.1 Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

4.2.2 Rémunération des droits de propriété intellectuelle

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

4.3 Tranches optionnelles

4.3.1 Indemnités d'attente

Il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente.

4.3.2 Indemnité de dédit pour non exécution d'une tranche optionnelle

Il ne sera pas fait application d'une **indemnité de dédit**.

ARTICLE 5 - AVANCE

Il n'est pas prévu le versement d'une avance, **par dérogation à l'article 11.1 du CCAG MOE**.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG MOE sont complétés par les dispositions suivantes :

6.1 Acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront **sous forme d'acomptes mensuels** dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

6.1.1 Echéancier de paiement des acomptes

• Diagnostic (DIAG)	80 %	à la remise du dossier
	20 %	après approbation
• Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	80 %	à la remise du dossier
	20 %	après approbation
• Etudes de d'avant-projet définitif (APD)	80 %	à la remise du dossier
	20 %	après approbation
• Etudes de projet (PRO)	80 %	à la remise du dossier
	20 %	après approbation
• Assistance à la passation des contrats (ACT)		
	. Etablissement du DCE	50 % après approbation du DCE définitif
	. Analyse des offres	25 % après analyse des offres
	. Mise au point du marché	25 % après notification des marchés
• VISA	100 %	proportionnellement à l'avancement des travaux
• EXE	20 %	à la remise des études avant consultation travaux
	80 %	proportionnellement à l'avancement des travaux
• Direction de l'exécution des travaux (DET)	90 %	proportionnellement à l'avancement des travaux
	10 %	à la remise du décompte général des travaux
• Assistance aux opérations de réception (AOR)	25 %	à la réception
	25 %	à la remise du dossier des ouvrages exécutés
	25 %	à la levée de la dernière réserve
• Assistance pendant la GPA	50 %	à la visite intermédiaire
	25 %	à la visite finale
	25 %	à l'expiration du délai de garantie de GPA

• Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)	90 %	proportionnellement à l'avancement des travaux
	10 %	à la réception

6.1.2 Acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet **d'acomptes** calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies.

Cette demande d'acompte est transmise au maître d'ouvrage ou à son représentant, par tout moyen permettant de donner date certaine.

6.1.3 Décompte périodique

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

Il est établi sur un modèle défini par le maître d'ouvrage.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG MOE, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations exécutées correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires éventuels ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, ou solidaire si les paiements sont répartis entre les membres, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision ou d'actualisation des prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les avances à rembourser, le cas échéant ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Il fait apparaître notamment les pénalités qui peuvent être appliquées. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.2 Décompte général, paiement final, paiement partiel définitif

La demande de paiement finale est établie, conformément à l'article 5.1.3 ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG MOE par le titulaire, dans un délai de 45 (quarante cinq) jours à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies à l'article 12 ci-après.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs pour chaque tranche le cas échéant, perçus pour l'ensemble des prestations du marché,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du marché.

En cas de marché fractionnés en tranches, à l'issue de chaque tranche, le titulaire établit un projet de décompte partiel et définitif, présenté selon les mêmes modalités que ci-dessus. Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage ou son représentant qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé à l'acte d'engagement.

Toute réclamation du titulaire sur le décompte général qui lui est notifiée doit être présentée par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de cette notification. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

6.3 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des sommes dues au titre du marché dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

6.4 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG MOE.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

En cas de groupement solidaire à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il

transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.4.1 du CCAG MOE, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au maître d'ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

ARTICLE 7 - PRESENTATION DES FACTURES AU FORMAT DEMATERIALISE

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique. Le délai global de paiement ne pourra excéder 45 jours fin de mois. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

La SACVL a opté pour la dématérialisation du traitement des factures. A cette fin, elle a choisi la plateforme **Freedz**, accessible depuis l'adresse <https://freedz.neovacom.fr>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à la SACVL.

Plusieurs protocoles vous sont proposés pour adresser vos factures via cette plateforme :

- Portail de dépôt PDF manuel,
- Web services (mode API),
- Echange de données informatisées (EDI).

Pour les protocoles automatisés, les formats de factures attendus sont ceux de la plateforme Chorus : UBL 2.1, UBL Invoice minimal, CPP facture mixte, CII et CII minimal.

En cas de difficulté pour vous raccorder à cette plateforme et y déposer vos factures, vous trouverez toutes les informations nécessaires sur le site suivant : <http://help.neovacom.fr/>

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de votre société
- Le numéro d'engagement communiqué par la SACVL. Ce numéro correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire

A noter que la plateforme Freedz sert uniquement au dépôt de vos factures et ne doit pas être confondue avec la plateforme HIVEO sur laquelle vous devez déposer uniquement vos documents administratifs (Kbis, attestation Urssaff, attestation d'assurance, liste des salariés étrangers).

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu. Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché, ou de la tranche considérée le cas échéant.

En cas de marché confié à un groupement d'opérateurs pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes séparés, le mandataire devra indiquer au maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les membres du groupement. En l'attente de ces indications, les pénalités qui peuvent être appliquées seront retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire du groupement.

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le maître d'œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé conformément au tableau ci-dessous, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée.

Élément de mission	Tâche	Pénalité par jour calendaire de retard
Toutes phases confondues	Etablissement du compte-rendu	100 euros
	Fourniture des plans de logements à jour	100 euros
	X	
ESQ	Fourniture du dossier ESQ complet	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
APS	Fourniture du dossier APS complet	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
APD	Fourniture du dossier APD complet	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
PC et autorisations administratives	Fourniture du dossier d'autorisation complet	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
PRO	Fourniture du dossier PRO complet	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
ACT	Etablissement du DCE	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Mise à jour du DCE	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Remise du rapport d'analyse des candidatures (le cas échéant)	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Remise du rapport d'analyse des offres	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Mise au point des contrats de travaux	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée

Elément de mission	Tâche	Pénalité (par jour calendaire de retard, sauf mention contraire)
EXE	Etudes d'exécution remises à la consultation des entreprises	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Etudes d'exécution remises après la désignation des entreprises	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
VISA	Contrôle et visa du document d'exécution	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
DET	Erreur sur le certificat de paiement mensuel	Si après réception de l'acompte mensuel de travaux par la maîtrise d'ouvrage, celle-ci constate des erreurs (de calculs, de TVA, de pourcentage d'exécution, de désignation...) dans le certificat de paiement ou dans les factures des entreprises, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros
	Fourniture du certificat de paiement mensuel par entreprise	1/2000e du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant Après mise en demeure restée infructueuse d'avoir à produire l'état d'acompte dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage ou son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant
	Vérification des projets de décomptes finaux	1/10000e du montant hors TVA du décompte général Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage ou son représentant le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe À l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage ou son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant
	Traitement des mémoires en réclamation	100 euros
	Etablissement du compte-rendu	100 euros

Précisions sur certains délais relatifs aux décomptes mensuels et finaux :

Décomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuels établis et transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette transmission.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage pour règlement, l'état d'acompte (certificat de paiement type du maître d'ouvrage) correspondant dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'oeuvre. Si le projet établi par le titulaire du marché de travaux a été modifié, le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte au titulaire du marché de travaux, accompagné du projet de décompte.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur l'état d'acompte la date à laquelle il a reçu le projet de décompte. Il devra joindre à la transmission de l'état d'acompte au maître de l'ouvrage, une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré au titulaire du marché de travaux à la réception du projet de décompte.

En cas de co-traitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Elément de mission	Tâche	Pénalité (par jour calendaire de retard, sauf mention contraire)
AOR	Fourniture des plans de commercialisation définitifs	100 euros
	Fourniture du DOE	500 euros
	Fourniture du DOE définitif	500 euros
	Proposition de réception	100 euros
	Organisation des OPR	Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur l'élément de mission sera opéré De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur l'élément de mission sera opéré Par ailleurs, si le pouvoir adjudicateur a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre
Elément de mission	Tâche	Pénalité (par jour calendaire de retard, sauf mention contraire)
GPA	Mise à jour du tableau de bord	1/200e du montant hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Fourniture d'un avis sur les désordres	500 euros
	Visite intermédiaire	100 euros

	Visite finale	100 euros
OPC	Remise mensuelle du calendrier	1/200e du montant, par jour calendaire de retard, en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée
	Etablissement du compte-rendu	100 euros

Dans le cadre des travaux d'économies d'énergie, d'accessibilité et ou d'adaptation aux personnes vieillissantes, l'acheteur est susceptible de bénéficier de dégrèvements de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB).

A ce titre, le maître d'œuvre identifie au préalable et en lien avec le maître d'ouvrage, les prestations éligibles.

- **Pénalité pour non vérification des factures mensuelles et du décompte final des entreprises de travaux dans le cadre des travaux liés aux économies d'énergie, à l'accessibilité et à l'adaptation aux personnes vieillissantes**

Les entrepreneurs titulaires des marchés de travaux comportant des prestations éligibles sont tenus de respecter un formalisme strict. En effet, l'entrepreneur titulaire remettra chaque mois, au maître d'œuvre, une facture réservée aux travaux éligibles pour le lot ou les concernés.

Cette facture devra obligatoirement être présentée comme suit par l'entrepreneur titulaire :

<ul style="list-style-type: none"> • Papier en-tête de l'entreprise (avec adresse et SIRET) 	
<ul style="list-style-type: none"> • En titre : 	Nom de la résidence concernée par les travaux + Adresse complète du chantier
<ul style="list-style-type: none"> • Dans la désignation des travaux : 	Détail des prestations éligibles + Détail des montants de travaux exécutés selon le ciblage des postes liés au dégrèvement transmis par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre
<ul style="list-style-type: none"> • En cas de répartition des travaux éligibles avec un ou des sous- traitants, il conviendra d'indiquer la nature des travaux et le montant € HT et TTC réservés au sous- traitant en question. 	

Le maître d'œuvre vérifie le respect du formalisme de toutes les factures relatives à des prestations éligibles » et si nécessaire, renvoie la facture non-conforme à l'entreprise titulaire afin qu'elle effectue les corrections exigées par le maître d'œuvre. En cas de non-respect des dispositions susmentionnées, le maître d'œuvre est passible d'une pénalité égale à 50 € par facture non vérifiée.

- **Pénalité pour non-conformité des factures d'honoraires établies par le maître d'œuvre**

Dans le cadre de la mission de suivi de travaux liés aux économies d'énergie, à l'accessibilité et à l'adaptation aux personnes vieillissantes, le maître d'œuvre est tenu d'établir sa facture, à destination du maître d'ouvrage, en respectant le formalisme suivant :

<ul style="list-style-type: none"> Papier en-tête du cabinet du maître d'œuvre* (avec adresse et SIRET) * En cas de groupement : indiquer l'adresse et le SIRET du mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre 	
<ul style="list-style-type: none"> En titre : 	Nom de la résidence concernée par les travaux + Adresse complète du chantier
<ul style="list-style-type: none"> Dans la désignation des missions du maître d'œuvre : 	Le maître d'œuvre indique la part réservée aux travaux éligibles prise sur le montant total du marché de maîtrise d'œuvre avec indication en sus du détail du suivi mensuel des travaux éligibles. Les montants sont précisés en € HT et € TTC.
<ul style="list-style-type: none"> En cas de répartition des travaux éligibles avec un ou des sous- traitants, il conviendra d'indiquer la nature des travaux et le montant € HT et TTC réservés au sous- traitant en question. 	

En cas de non-respect des dispositions sus mentionnées, le Maître d'œuvre est passible d'une pénalité égale à 100 € par facture d'honoraires non conforme.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

9.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG MOE.

9.2 Mise en œuvre des mesures de sécurité sur les chantiers

9.2.1 Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en oeuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage.

9.2.2 Collaboration dans la phase des études

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le maître d'oeuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Tout différend entre le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

9.2.3 Mesures d'organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'oeuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le Maître d'Ouvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et un effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le maître d'oeuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination. Il répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX ET DE LEUR RECEPTION

10.1 Rôle du maître d'oeuvre

Le maître d'œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

10.2 Régime des ordres de services aux titulaires des marchés de travaux

- ☒ Les ordres de service seront préparés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage qui les numérottera, les datera et les notifiera au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître d'ouvrage lui seront opposables.
- ☐ Les ordres de service seront préparés, datés et notifiés par le maître d'œuvre à l'entrepreneur suivants les précisions apportées dans le CCTP.

En outre, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Les réserves émises par une entreprise destinataire d'un ordre de service seront portées à la connaissance du maître de l'ouvrage ou son représentant, par transmission d'une copie au maître de l'ouvrage ou son représentant.

10.3 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier.

10.4 Augmentation du montant des travaux

Pour l'application de l'article 15.4 du CCAG travaux, le maître d'œuvre doit notifier au maître de l'ouvrage, dans un délai de 15 jours de la réception de la lettre du titulaire l'informant de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, son avis sur la décision à prendre par le maître de l'ouvrage sur la poursuite des travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du marché de travaux ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

10.5 Réception

Le maître d'œuvre s'engage au respect des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux. À défaut, il sera fait application des dispositions de l'article 7.6 ci-dessus relatives aux abattements et pénalités applicables.

ARTICLE 11 - ENGAGEMENTS SUR LE COUT DES TRAVAUX

11.1 Engagement(s)

Le maître d'ouvrage n'étant pas soumis aux dispositions des articles R.2432-3 ou R.2432-4 du Code de la commande publique, **par dérogation à l'article 13 du CCAG MOE**, il sera fait application des modalités suivantes.

11.1.1 Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations des éléments APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article 6 de l'acte d'engagement, après avoir été ramené au mois d'établissement de l'enveloppe financière tel que fixé par l'article 6 de l'acte d'engagement par utilisation des index BT01 pour le bâtiment et TP01 pour l'infrastructure, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

11.1.2 Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

Pour la passation du ou des contrats de travaux neufs et de réhabilitation, lorsque le coût prévisionnel des travaux est arrêté à la remise de l'APD **le seuil de tolérance fixé dans le contrat est égal à 5 %**.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date du mois de remise des offres par utilisation des index BT01 pour le bâtiment et TP01 pour l'infrastructure. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance (autre les dispositions du 10.1.4), le maître d'ouvrage peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article 13 du présent CCAP.

11.1.3 Engagement sur le coût des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, **le seuil de tolérance est fixé à 3 %**.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes, et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte général tous les calculs permettant ce contrôle par le maître d'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.

le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions de l'article 10.1.5 du présent CCAP.

11.1.4 Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

11.1.4.1 Dépassement du coût prévisionnel

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées à l'article 7 du présent CCAP sont applicables.

11.1.4.2 Surestimation du coût des travaux par le maître d'œuvre

Lorsque, après consultation des entreprises, le montant du coût des travaux, tel qu'il résulte du montant des marchés de travaux signés à l'issue de celle-ci, est inférieur de plus de 15% au coût prévisionnel résultant des engagements du

maître d'œuvre pris en application des dispositions de l'article 6 de l'acte d'engagement, le maître d'œuvre pourra subir une réfaction.

Cette réfaction, au taux de 10%, s'applique à l'écart entre le coût toléré résultant de l'application du taux de 15% au coût prévisionnel fixé à l'article 6 de l'acte d'engagement, et le montant des travaux résultant de la consultation, ramené en valeur du mois de remise des offres. Cette pénalisation est plafonnée à 15% du montant des honoraires des éléments de mission antérieurs à l'attribution des contrats de travaux (hors ACT).

11.1.5 Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article 10.1.2 du CCAP, le concepteur supporte une pénalité. Cette pénalité est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au double du pourcentage, résultant du rapport entre le montant des honoraires définitifs fixés à l'article 6 de l'acte d'engagement et le coût prévisionnel fixé à l'article 6 de l'acte d'engagement sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé par voie d'avenant.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition de la réduction d'honoraires. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la réduction d'honoraires sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

Mesures conservatoires : Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs visés à l'article 10.2 et devant faire l'objet d'un avenant) dépasse le seuil de tolérance défini dans le CCAP des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

11.1.6 Modification du projet

Elle peut intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

- a) **Modification dans la consistance du projet apportée par le maître d'œuvre en cours d'exécution**, par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du maître d'ouvrage.

En ce cas, il n'est pas fait application de l'article 14 du CCAG MOE (dérogation à l'article 14) et si elles entraînent des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du non-respect de l'engagement sur coût des travaux.

- b) **Modifications/précisions de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle demandées par le maître d'ouvrage après conclusion de l'avenant fixant la rémunération définitive du maître d'œuvre** : il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG MOE. La négociation financière tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et des incidences sur le coût prévisionnel des travaux.
- c) **Modification dans la consistance du projet qui s'impose au maître d'ouvrage** (par exemple à la suite d'un changement de réglementation postérieurement à la notification du marché de travaux) : se reporter aux conditions fixées à l'article 15.3 du présent CCAP.

11.1.7 Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi : lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier. Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

ARTICLE 12 - UTILISATION DES RESULTATS

12.1 Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le chapitre V du CCAG MOE.

- Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, **par dérogation à l'article 24.1 du CCAG MOE**, des résultats et prestations qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par le maître d'ouvrage, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître d'ouvrage, de ses résultats ou prestations inachevés, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître d'ouvrage tous les résultats, prestations, travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

- Par ailleurs, au titre du présent marché, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.

12.2 Régime des droits

Conformément aux dispositions du CCAG MOE, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

En complément des dispositions du CCAG, ces droits comprennent, notamment :

- le droit de reproduction des résultats : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

12.3 Cession du droit de reproduction de l'image du ou des bâtiments construits

Par dérogation à l'article 24 du CCAG MOE, le titulaire du marché cède au maître d'ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- Pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- Pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le maître d'ouvrage est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;
- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au maître d'ouvrage ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

12.4 Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

12.5 Assistance due par le titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves par dérogation aux articles A.25.3.6 et B.25.2.4 du CCAG PI.

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

ARTICLE 13 - ACCEPTATION DES DOCUMENTS - ACHEVEMENT DE LA MISSION

13.1 Délai d'acceptation des documents

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à l'acceptation des documents d'études est fixé selon les délais définis ci-dessous qui courent à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant :

1 mois pour les études DIAG

1 mois pour les études d'APS

1 mois pour les études d'APD

1 mois pour les études de PRO

1 mois pour le(s) dossier(s) de consultation

10 jours pour le(s) rapport(s) d'analyse des offres

10 jours pour la mise au point du (des) marché(s) de travaux

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

À noter que, selon les conditions d'engagement du maître d'œuvre telles qu'elles résultent de l'article 6 de l'acte d'engagement, **l'approbation de l'APS ou de l'APD devra faire l'objet d'une acceptation par le maître de l'ouvrage.**

Par dérogation à l'article 21 du CCAG MOE, l'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus **vaut refus** d'acceptation du document d'études. En ce cas, le délai d'exécution de l'élément de mission continue à courir.

13.2 Achèvement de la mission

Sauf la réserve énoncée ci-dessous, la mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission de maître d'œuvre se prolongera au delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ

14.1 Résiliation à la demande du maître d'ouvrage

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage, sans préjudice de tous autres droits, actions et recours dont le maître d'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le titulaire du marché ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

- Soit, trois mois avant la date anniversaire du marché,
- Soit, à tout moment, au cas où le maître d'ouvrage ne pourrait poursuivre l'exploitation pour tout motif technique, commercial ou financier dûment justifié et notamment mais de manière non limitative en cas de redressement judiciaire ou de mise en liquidation de la société du prestataire, moyennant un préavis d'un mois,
- Soit, au cas où le prestataire ne disposerait plus de garanties suffisantes pour remplir ses obligations, moyennant un préavis d'un mois.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extrajudiciaire.

La présente clause est édictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

Conséquences de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent marché relatives au calcul de la rémunération du titulaire du marché.

Le titulaire du marché s'engage à remettre au Pouvoir adjudicateur tous les documents en sa possession concernant l'objet du présent marché sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le Pouvoir adjudicateur, lesquels seront subordonnés à la remise desdits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix.

Le maître d'ouvrage conservera la propriété des éventuels documents ou études ou données réalisés et pourra librement continuer le projet avec une autre entreprise.

14.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'oeuvre

- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 30 et 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :
 - Dans le cas d'une exécution aux frais et risques du maître d'oeuvre, et **par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE**, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
 - Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
 - ⇒ **Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE**, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'oeuvre est rémunérée avec un abattement de 10 %.
- **En complément à l'article 30 du CCAG MOE :**
 - En cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
 - En cas de non-production des pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 8 jours à compter de sa notification, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

14.3 Résiliation en cas de non-respect des engagements sur coût de travaux en phase étude

En complément de l'article 30, si les conditions de l'article 10.1 du présent CCAP ne sont pas remplies, le contrat de maîtrise d'oeuvre pourra être résilié sans indemnité par le maître d'ouvrage. Les prestations déjà accomplies seront rémunérées sur la base des modalités du contrat.

Toutefois, **par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE**, la rémunération de l'élément de mission sur lequel le maître d'oeuvre s'est engagé, sera affectée d'un abattement au moins égal à 20 %.

14.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le maître d'oeuvre n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

14.5 Arrêt de l'exécution des prestations

Dans la mesure où les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement (élément de mission par élément de mission), clairement identifiées et assorties d'un montant, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

14.6 Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement

Les articles du CCAG MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 30) et de la résiliation pour événement extérieurs (article 28) peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

15.1 Assurances de responsabilité

15.1.1 Assurance de Responsabilité civile générale

Le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent à quel que titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement. Le titulaire doit obligatoirement souscrire à un niveau de garantie adapté à l'objet et aux montants de l'opération.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

15.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale

☐ **En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance**, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moment de l'attribution du marché, **par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE**, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- Les missions ou activités garanties,
- Être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire unique du contrat ou de chacun des cotraitants en cas de groupement,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
 - Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
 - Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour :

- la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

☐ **Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale**, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, au moment de l'attribution du marché, **par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG**, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra a minima mentionner :

- les missions et activités garanties,
- la nature exacte des garanties accordées,
- le montant de la garantie décennale accordée,
- la limite du coût de construction maximum garanti,
- la période de validité des garanties,
- le mode de gestion de la garantie décennale (par répartition ou par capitalisation)

15.2 Assurances des travaux

15.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage :

☒ n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

15.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage

☒ a prévu de souscrire une police dommages ouvrage

☐ n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages-ouvrage, le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre et s'il y a lieu ses cotraitants (en cas de groupement) lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

15.3 Dispositions diverses

15.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.**

15.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 14.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

ARTICLE 16 - CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

16.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,

- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire, dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG MOE, quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché mais sans indemnité

16.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

En cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, il sera fait application des dispositions de l'article 15.1, **par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE.**

ARTICLE 17 - HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le fournisseur s'engage par la signature des présentes à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent Contrat Cadre et à en autoriser l'accès à Donneur d'ordre. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le fournisseur.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le fournisseur s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Le fournisseur s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la signature des présentes, il devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve au Donneur d'ordre sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent Contrat Cadre.

Le fournisseur s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du Contrat Cadre. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le fournisseur ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au Contrat cadre en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

ARTICLE 18 - TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

La SACVL ayant à cœur la protection des données personnelles de ses clients, salariés, prestataires ou encore partenaire, elle s'attache ainsi à respecter la réglementation française et européenne en la matière. Conformément aux dispositions du Règlement Général relatif à la Protection des Données (ci-après « RGPD »), la SACVL ne fait appel qu'à des Prestataires présentant des garanties suffisantes en la matière.

En effet, dans le cadre de l'exécution du présent Marché, la SACVL peut être amenée à confier le traitement, pour son compte, de données à caractères personnelles conférant ainsi au Titulaire du Marché la qualité de Sous-traitant au sens du RGPD.

Ainsi, les candidats sont invités à s'interroger sur leurs propres pratiques et à s'inscrire ou poursuivre une démarche de protection des personnes physiques à l'égard du traitement de leurs données personnelles.

Outre son engagement de respecter leurs obligations quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées conformément aux dispositions de l'article 28.3 du RGPD, le Titulaire du Marché s'oblige également à contrôler leur respect par ses salariés et cocontractants.

Notamment, mais non exhaustivement, il s'engage expressément à :

Ne traiter les données personnelles que sur instructions documentées de la SACVL ;

N'effectuer aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, sauf accord préalable de la SACVL ;

Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent Marché ;

Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques éventuels en cours d'exécution du Marché ;

Prendre toutes les mesures de sécurité physique et logique pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;

Mettre à disposition de la SACVL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues dans le cadre du RGPD ;

Procéder en fin de contrat, selon les instructions de la SACVL, soit à la destruction de tous fichiers stockant les informations saisies, soit à les renvoyer à la SACVL au terme de la prestation de service.

Le Titulaire du Marché veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient soumises à une obligation contractuelle ou légale appropriée de confidentialité.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du marché, Titulaire du Marché devra mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité nécessaires aux échanges de données qui pourraient intervenir entre lui et la SACVL.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 35 du CCAG MOE, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent.